

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 Evry-Courcouronnes Cedex

Évry-Courcouronnes, le 26/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SFDM - Parc B

47, avenue Franklin Roosevelt
77210 Avon

Références : D2024-
Code AIOT : 0100033111
N°RVAT : 62024

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2024 dans l'établissement SFDM - Parc B implanté Parc B 91590 D'Huisson-Longueville. L'inspection a été annoncée le 04/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été réalisée dans le cadre de l'inspection annuelle du parc B de la société SFDM.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SFDM - Parc B
- Parc B 91590 D'Huisson-Longueville
- Code AIOT : 0100033111
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le parc B, situé sur la commune de D'HUISSON LONGUEVILLE, est composé de 13 bacs. Il fait partie d'un ensemble de 4 parcs de stockage de produits pétroliers avec les parcs A (Guigneville sur Essonnes), C (Orveau) et D (Cerny). Le parc B est le site principal permettant l'alimentation des 3 autres parcs, il est en liaison directe avec le pipeline Donges-Melun-Metz (DMM).

Ces parcs ont été construits en 1953 par l'armée américaine suite à la guerre. Chaque bac est entouré d'une couronne béton servant de protection et de rétention sauf pour les bacs B11, B12 et B13.

Le parc B est dans la capacité de recevoir tout type de produits pétroliers. A ce jour, seuls le gasoil et l'essence sont stockés dans l'ensemble des bacs du parc B.

Depuis le décret de mai 2023, les parcs A, B et D appartiennent à la SFDM (Société Française Donges Metz) et le parc C reste la propriété du Service de l'Energie Opérationnelle (SEO). Pour autant, la SFDM exerce la gestion de l'ensemble des 4 parcs et du pipeline.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- L'inspection s'est concentré via le réservoir B5 sur la détection incendie ainsi que les mesures pour stocker de l'essence et sur les boules densimétriques des séparateurs HP et BP.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4) fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-------------------|---|--|-----------------------|
| 3 | MMRi | Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 7.8.7 | Lettre de suite préfectorale | 3 mois |
| 8 | Incendie | Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 7.3.2.2 | Lettre de suite préfectorale | 6 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1 | Situation administrative | Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, Article 1.2.1 et Annexe 1 | Sans objet |
| 2 | État des stocks | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, Article 30 | Sans objet |
| 4 | Rétention des bacs | Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 7.5.2 | Sans objet |
| 5 | Dispositifs de détection | Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 7.7.2 | Sans objet |
| 6 | MMRi | Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 7.8.7.1 | Sans objet |
| 7 | Modifications apportées aux bacs avant d'y stocker de l'essence | Autre du 01/07/2019, article 8.2.4 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du 15 novembre 2024 sur le Parc B avait pour objectif de faire un focus spécifique sur le bac B5 qui stocke à ce jour de l'essence.

Il en ressort que le parc B est un site bien entretenu. L'exploitant a une bonne connaissance de son installation et notamment de la sécurité incendie du bac cité ci-dessus.

Néanmoins, l'exploitant devra porter une attention particulière sur la mise à jour de la procédure de nettoyage des séparateurs afin de mettre en évidence la vérification et le test des boules densimétriques qui constitue une mesure de maîtrise des risques instrumentée (MMRI). De plus, l'exploitant devra justifier que les voies d'accès aux bacs sont accessibles aux engins de secours à tout moment de l'année et identifier l'aire de stationnement des échelles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.2.1 et annexe 1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Rubrique ICPE |
| Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées |
| Constats : L'exploitant déclare qu'il n'y a aucune évolution sur la situation administrative : <u>Rubrique 4734-2-a</u> : Quantité supérieure à 1000 tonnes : Seveso seuil haut ; Autorisation <u>Rubrique 1185-2-b</u> : Quantité supérieure à 200 kg et inférieure à 300 kg : Déclaration <u>Rubrique 4734-1</u> : Non Classé <u>Rubrique 2910-A</u> : L'exploitant a transmis le calcul des puissances de ses équipements le 02/12/2024 afin de distinguer les équipements du dépôt du parc B et les équipements appartenant aux canalisations hautes pressions. A noter que la puissance des pompes haute pression est incluse dans le périmètre de la canalisation de transport et non dans le périmètre ICPE. En conséquence, pour la rubrique 2910-A, la puissance retenue est inférieure à 1 MW : Non Classé La rubrique 2920 a été supprimée de la nomenclature ICPE depuis le 25 octobre 2018. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : État des stocks

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, Article 30 |
| Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks |
| Prescription contrôlée : L'exploitant tient un inventaire des stocks par réservoir. Cet inventaire est réalisé tous les jours, après le dernier transfert de liquides de la journée en cas de fonctionnement discontinu des installations. L'exploitant dispose sur le site et avant réception des matières des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses stockées ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. |
| Constats : L'exploitant a présenté l'état des stocks via l'intranet SFDM. Ce document permet de connaître l'état des stocks dans chaque réservoir à l'instant t. Par la suite, par mail du 22/11/2024, l'exploitant a transmis l'impression d'écran de l'état des stocks du jour de l'inspection. En conséquence, l'inspection a constaté la typologie d'hydrocarbures (Gasoil et Essence) ainsi que le volume présent dans chaque réservoir. L'exploitant a montré via cet outil que les réservoirs B11 et B12 étaient vides en hydrocarbures. Il indique qu'ils sont vides depuis des années et sont utilisés pour des « contaminants ». Comme indiqué dans le porter à connaissance du 25/06/2024, l'inspection constate sur l'état des stocks que les réservoirs B1, B3, B5, B6 et B9 contiennent de l'essence à la place du gasoil. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

| |
|--|
| Référence réglementaire : Etude de dangers du 01/07/2019, , Arrêté Préfectoral du 25/02/2022 article 7.87.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Caractérisation des MMR |
| Prescription contrôlée : Liste des mesures de maîtrise des risques instrumentées : Boule densimétrique dans le séparateur d'hydrocarbures HP obturant sa sortie et détection de niveau très haut (NTH) dans le séparateur d'hydrocarbures HP déclenchant l'arrêt d'urgence HP. Dispositif vérifié et testé tous les 6 mois |
| Constats : <p>L'exploitant déclare que le nettoyage des boules densimétriques est réalisé tous les 6 mois par la société SNAVEB et que la vérification ainsi que le test sont réalisés pendant ce nettoyage pour les séparateurs BP et HP. L'exploitant a présenté, puis transmis la fiche de vie (par mails le 22/11/2024 et le 02/12/2024) des séparateurs BP et GR montrant que le nettoyage a bien été réalisé par la société ORTEC le 26/11/2024 et par la société SNAVEB le 17/05/2024, le 06/11/2023 et le 05/05/2023. De plus, l'exploitant a transmis la fiche de vie (par mail le 02/12/2024) des séparateurs HP ligne dépôt montrant que le nettoyage a bien été réalisé par la société ORTEC Amiens le 27/06/2024, le 09/04/2024 et le 06/12/2023. L'exploitant précise dans son mail du 02/12/2024 que le nettoyage du séparateur HP est en cours.</p> <p>Pour autant, l'inspection n'a pas constaté dans les procédures et les fiches de vie que la vérification et le test sont réalisés durant le nettoyage des boules densimétriques. L'exploitant a transmis le 02/12/2024, le PV de maintenance de l'équipement BP du parc D (le format des PV est identique pour l'ensemble des parcs). L'inspection constate que l'exploitant y a défini un formulaire de PV plus détaillé de nettoyage des séparateurs et de contrôle de la boule densimétrique d'obturation. Sur ce PV, le contrôle de la flottaison de la boule densimétrique est mesurée après remise en eau. L'inspection constate que l'action corrective est lancée sur le parc D.</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'inspection demande à l'exploitant d'intégrer dans la procédure de nettoyage du parc B, la vérification et le test des boules densimétriques présentes dans les séparateurs et de le notifier dans les fiches de vie de ces équipements (séparateurs BP, HP et GR).</p> <p>Pour rappel, la boule densimétrique HP constitue une MMRI dans l'étude de danger et l'exploitant doit prendre toutes les dispositions pour garantir son niveau de confiance.</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection la mise à jour de la procédure de nettoyage afin de garantir le niveau de confiance de l'équipement.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 4 : Rétention des bacs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 7.5.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des bacs

Prescription contrôlée :

Les rétentions en béton font l'objet d'un contrôle de niveau de perméabilité, et d'une maîtrise du vieillissement en application de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié précité.

Constats :

L'exploitant a transmis par mail le 13/11/2024, le rapport "d'Inspection visuelle de surveillance du génie civil des cuvettes de rétention" réalisé par Bureau Veritas du PARC B pour le bac B5. L'exploitant, privilégie le contrôle visuel et des retouches sur l'ouvrage pour ne pas fragiliser la perméabilité de l'ouvrage. De ce fait, aucun carottage n'est réalisé.

Les dernières interventions de la société Bureau Veritas se sont déroulées le 24/10/2021, le 03/10/2022 et le 20/09/2023. Cette dernière a consisté à effectuer un relevé des désordres suivant les modalités du guide DT 92 et un reportage photographique.

Dans ce rapport, il y a trois remarques:

- Ségrégation du béton visible sur les voiles en partie courante sur tout le périmètre, épaufrure de béton avec acier corrodé à proximité de la porte.
- Fissure au niveau du sol proche de la dépassée au niveau de la porte d'accès.
- Ouvrage en bon état général

Pour le traitement des levées des réserves, l'exploitant a présenté le DOE puis transmis le procès verbal de réception de travaux par mail, le 22/11/2024. Ce procès verbal montre que les travaux ont été réalisés du 14/10/2024 au 22/10/2024 par la société MBI. De plus, via la visite du bac B5, l'inspection a constaté les reprises de béton sur la couronne bétonnée.

Lors de la visite, l'inspection a constaté que pour la rétention des bacs B11 et B12, il y avait de l'herbe dans le fond de la rétention. Pour autant, au vu de l'état des stocks, ces bacs sont vides.

En cas de remplissage des bacs B11 et B12 en hydrocarbures, l'exploitant devra dans un premier temps s'assurer de la conformité de la rétention et de l'étanchéité des bacs.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dispositifs de détection

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 7.7.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de détection |
| Prescription contrôlée : L'établissement dispose de moyens de détection d'hydrocarbure et d'incendie judicieusement disposés sur le site pour permettre en toutes circonstances d'alerter les personnels présents sur l'établissement ou postés au dispatching. L'exploitant détermine les opérations d'entretien de ces dispositifs, en application d'un plan de maintenance et de modes opératoires basés sur la réglementation, les préconisations des fournisseurs ou les règles de l'art. Ces opérations sont tracées et leurs résultats et suites données sont consultables sur l'établissement. |
| Constats : L'exploitant explique que le bac B5 dispose des détecteurs suivants : <ul style="list-style-type: none">- une détection optique de flamme IR,- une détection linéaire de température,- une détection gaz et une détection hydrocarbure liquide. L'exploitant déclare qu'une vérification de l'ensemble de ces détecteurs est réalisée une fois par an par la société VEGASE. Le dernier rapport du 23 avril 2024 a été transmis à l'inspection le 13/11/2024 par mail. Pour le bac B5, le rapport stipule que l'écrou de blocage du détecteur de flamme 2 est à resserrer. En conséquence, l'exploitant a présenté sur son plan d'actions, que l'écrou a été resserré. De plus, l'exploitant a transmis le suivi du contrôle semestriel, selon la procédure n° 409 , en date du 20/06/2024 réalisé en interne sur les détecteurs hydrocarbures et liquides pour l'ensemble des bacs. Ce document de suivi montre que pour le bac B5, il n'y avait rien à signaler. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : MMRI

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 7.8.7.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Détection |
| Prescription contrôlée : Liste des mesures de maîtrise des risques instrumentées Détections incendie et système d'extinction automatique sur le réservoir et l'espace annulaire du réservoir B5 |
| Constats : L'exploitant a transmis par mail du 13/11/2024, le test de mise en œuvre de l'extinction incendie réalisée le 11/06/2024 pour le bac B5. L'inspection constate qu'il n'y a rien à signaler sur le rapport. Lors de l'inspection, l'exploitant déclare que c'est lui qui fixe la périodicité des tests à une fois par an. Cette périodicité annuelle de vérification de l'extinction incendie est reprise dans l'étude de danger. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Modifications apportées aux bacs avant d'y stocker de l'essence

| |
|---|
| Référence réglementaire : Etude de danger du 01/07/2019 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Modification apportées aux bacs avant d'y stocker de l'essence |
| Prescription contrôlée : Prescription de l'EDD et du Porter à connaissance du 25/06/2024 Mise en place d'un écran flottant disposant de joint double lèvres (joint de type JL/JS) Evolution de l'évent dimensionné pour le risque de pressurisation lente NTH sera changé et adapté à l'écran flottant |
| Constats : Le 13/11/2024, l'exploitant a transmis le dossier de fin d'affaire justifiant les travaux réalisés pour stocker de l'essence dans le bac B5. De plus, l'exploitant a présenté une vidéo montrant les travaux de mise en place de l'écran flottant pour le bac B1. L'inspection a pu constater la présence de l'écran flottant dans le bac B5 lors de la visite et la présence du détecteur gaz ajouté. En ce qui concerne les événements, le document justifiant la fin des travaux montre que le bac B5 possède 13 événements. De plus, le 22/11/2024 par mail, l'exploitant a transmis la note de calcul de CODRES justifiant le nombre d'événements. En complément, l'exploitant a transmis par mail le 02/12/2024 à l'inspection, le calcul permettant le positionnement des détecteurs NTH en prenant en compte les caractéristiques de l'écran flottant mis en place ainsi que la fiche de vie de ces nouveaux détecteurs NTH mis en place au sein du bac B5. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 8 : Incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 7.3.2.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Voies engins et aire de stationnement |
| Prescription contrôlée : <p>À la demande du SDIS de l'Essonne, tous les bâtiments et toutes les installations de l'établissement doivent être accessibles en permanence par une voie présentant les caractéristiques minimales ci-dessous et utilisable par les engins d'incendie et de secours.</p> <ul style="list-style-type: none">• largeur: 3 mètres, bandes réservées au stationnement exclu;• force portante calculé pour un véhicule de 320 kN (avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 mètres au maximum);• rayon intérieur minimum: 13 mètres;• sur-largeur $S=15/R$ dans les virages de rayon à 50 mètres;• hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de 4,50 mètres;• pente inférieure à 15%. <p>En raison de l'inaccessibilité à l'espace annulaire en cas de feu de cuvette de rétention, une aire permettant la mise en station d'une échelle aérienne motorisée doit être prévue à proximité de chaque réservoir à double paroi.</p> <p>La force portante de cette aire est égale à celle de la voie engin.</p> <p>Des valeurs différentes ne peuvent être validées qu'après accord préalable du Service d'Incendie et de Secours de l'Essonne.</p> |
| Constats : <p>Autour du bac B5, l'inspection a constaté que la voie engin est un chemin de terre. De ce fait, dans le cas où les chemins sont remplis d'eau, l'inspection doute de la praticabilité des chemins pour les engins du SDIS.</p> <p>De plus, l'inspection n'a pas identifié d'aire de stationnement pour la mise en place d'une échelle aérienne.</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'inspection demande à l'exploitant de justifier que les voies engins ont les caractéristiques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none">• largeur: 3 mètres, bandes réservées au stationnement exclu;• force portante calculé pour un véhicule de 320 kN (avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 mètres au maximum);• rayon intérieur minimum: 13 mètres;• sur-largeur $S=15/R$ dans les virages de rayon à 50 mètres;• hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de 4,50 mètres;• pente inférieure à 15%. <p>De plus, l'inspection demande à l'exploitant de justifier la présence d'aire de stationnement pour l'échelle aérienne.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 6 mois |

